8. Cac FRC 2171

LA
CONTRE-RÈVOLUTION
ÉVENTÉE;

Ou Vie & Actions ſecretes de JEAN-FRANÇOIS LIEUTAUD, Commandant-Général de la Garde-Nationale de Marſeille.

ON lit dans je ne ſais quel Auteur, que Marſeille a toujours été la ſeule Ville qui ſçut ſe préſerver des effets du déſordre inſéparable des grandes révolutions, & qui conſerva conſtamment ſa tranquillité, ſon commerce, ſa police & ſes richeſſes, malgré les changements qu'elle éprouvoit dans la forme de ſon adminiſtration. Cette ſageſſe n'a pu tenir contre la révolution actuelle, & Marſeille eſt ſur le point de perdre cette belle réputation, en ſe déchirant elle-même par un eſprit de diſcorde, & par les diviſions qu'il ne ceſſe de fomenter.

MTW 4203

Marseillois, jusques à quand serez vous dupes de votre crédulités ? Des hommes inquiets, dévorés par l'ambition, animés par la vengeance, des hommes jaloux de votre gloire, qui confondent la licence & la liberté, l'anarchie & l'égalité, armés d'une plume corrosive, vous égarent dans la confusion de leurs idées, vous nourrissent de leurs erreurs, vous enfiévrent de leurs passions, vous tourmentent de leurs craintes, vous épouvantent enfin par le tableau effrayant d'une Contre-Révolution ; & nul d'entr'eux n'a encore eu le courage ou la bonne foi de vous en découvrir le vrai foyer, & de vous proposer les seuls moyens de l'éteindre. Citoyens, prêtez une oreille attentive à la voix sévère de la vérité ; elle ne vous flattera point, mais elle vous ramenera aux principes sacrés de votre liberté, & vous indiquera les sources de vos maux, en vous désignant les moyens de les tarir.

Des Citoyens, faits pour donner l'exemple des vertus & de la soumission aux loix, ont osé souiller leur plume par cette morale infecte, qui, sous le prétexte spécieux du patriotisme, répand le venin de la calomnie contre les plus vertueux Citoyens, qui seme dans le cœur du peuple des sentiments de haine contre ses véritables bienfaiteurs, & laisse par-tout des traces de divisions, d'anarchie & de désordre.

Quel peut être le but de l'Adresse aux vrais-Citoyens, si ce n'est de jetter un flambeau de discorde au milieu de la Cité, prêt à porter par-tout l'incendie le plus funeste ? Est-ce là l'esprit du décret, qui établit la liberté des opinions ? On peut écrire, imprimer librement, sans doute ; mais ce n'est qu'autant que nos écrits ne nuiront pas à la société. Que peut-on présumer d'une morale, qui ne sonne le tocsin sur une Contre-Révolution, que pour dénoncer ensuite les Ministres & les Généraux des Gardes-Nationales, comme des traîtres qui la fomentent ? Que peut-on résumer de ce contraste qu'on nous présente d'un Général Athénien avec nos Généraux Français ? Veut-on nous faire admirer l'un, pour nous ren-

THE NEWBERRY
LIBRARY

dre les autres odieux, sur de simples soupçons, sur une comparaison ridicule des mœurs de l'ancienne Grèce, avec celles de la France moderne ? Et falloit-il citer Phocion pour accuser Lieutaud !

L'homme libre, le citoyen vertueux qui dénonce un homme public, non-seulement doit le nommer avec tous ses complices, mais encore développer le délit dont il le croit coupable, & fournir des preuves qu'on ne puisse ni recuser, ni révoquer en doute : lorsqu'on prend le public pour juge dans sa propre cause, c'est un crime de le tromper. Une accusation indirecte, des réticences, des soupçons, un parallèle ridicule, sont autant des pièges tendus à la bonne foi du peuple, pour l'éloigner de la vérité, & le plonger dans des erreurs dont il est toujours la derniere victime.

Une pareille conduite est indigne de tout homme honnête, & bien plus encore d'un homme public ; elle porte le caractère louche de l'intrigue, des cabales, j'ai quasi dit d'une conspiration, & ressemble bien plus à ces traits obscurs, par lesquels la calomnie cherche à détruire la réputation de l'homme vertueux, qu'à ces vérités salutaires qui resserrent les liens de la société, en dévoilant les trames perverses qui tendent à les dissoudre.

Oui, sans doute, il faut dénoncer les prétendus ennemis de l'ordre public ; mais en généreux Français, attaquons-les par les armes égales de la Loi ; il en résultera deux biens pour la société : s'ils sont reconnus coupables, la loi les flétrira ; s'ils sont innocents, leur justification rappellera sur eux l'estime & la confiance publiques, & dévoilera peut-être de vrais coupables, d'autant plus dangereux qu'ils étoient ignorés. Le délire de ces hommes qui accusent tous les Citoyens, sans délit & sans preuves, ne doit être considéré que comme l'ignorance ou l'oubli des principes du pacte social : tout doit être dirigé par la Loi, dès que la Loi est établie. Eclairons le peuple sur ses vrais intérêts, mais gardons-nous de le faire servir d'aveugle instrument à nos pas-

sions, en le prenant pour juge & le rendant partie ; c'est le comble de la scélératesse des tyrans qui veulent le subjuguer.

Je vois avec regret que l'Auteur de l'Adresse n'a pas été conduit par cette maxime, en nous ramenant à ce prétendu *point central où les conspirateurs ourdissent leurs trames.* (1). L'excès du patriotisme a persuadé à cet Ecrivain que le sieur André, le Mercure de France, & des Agents qu'il ne nomme pas, mais qu'il suppose à Marseille gagés par le Ministère, trament une Contre-Révolution. Que pour cet effet, ils s'entendent pour insulter notre Municipalité, *pour diviser les esprits, soulever le peuple contre son propre ouvrage*, pour avoir ensuite le droit de fronder la nouvelle Constitution. Quelle supposition atroce ! un Président de l'Assemblée Nationale qui conspire contre l'œuvre de la législation ! un Journaliste qui sonne le tocsin ! & des satellites gagés qui étendent à Marseille les effets de la conjuration ; & quels sont ces satellites ? Nous allons bientôt nous convaincre que c'est le Général Lieutaud dont on a voulu parler.

Tout homme raisonnable, dit l'Adresse, *ne peut qu'applaudir à la demande d'un changement*, qui tous les trois mois me donneroit de nouveaux Commandants. Pour peu que l'Auteur eût eu du respect pour les décrets de l'Assemblée Nationale, il n'auroit pas osé avancer cette assertion. Tous les hommes que la raison dirige, savent que l'Assemblée a ordonné de laisser les Gardes-Nationales, en l'état, jusqu'à la prochaine organisation. Tout homme raisonnable sait aussi qu'il est impossible qu'un Chef, un homme en place quelconque, puisse s'acquitter dignement de ses devoirs & les apprendre en même temps ; & que cette vérité pesée dans la sagesse

(1) Ce sont les expressions de M. Blanc-Gilli, vie de Phocion, Adresse aux vrais Citoyens.

de l'Assemblée de nos Représentants, a fait établir le terme des places à l'espace de deux ans.

Eh! qui a pu persuader à M. Blanc-Gilli, qu'il ne s'agissoit pas *de développer la science des Saxes & des Turennes*, pour commander une armée patriotique, pour diriger des hommes libres, dans un état de discipline qu'ils n'ont jamais connu? Il faut peut-être des talents & des vertus inconnues à ces grands Généraux. Sûrs d'être ponctuellement & savamment obéis, ils n'ont jamais éprouvé les difficultés d'organiser une armée naissante, & de concilier des milliers d'opinions différentes sur le mode de servir, que chaque soldat voudroit identifier à sa maniere d'exister. Peut-on croire que cette direction souffre de moindres obstacles que celle d'un corps composé d'êtres passifs, mobiles seulement à la voix de leur Chef?

Celui qui a pu calculer qu'*une place de Capitaine est mille fois plus difficile à remplir parce qu'il a mille fois plus d'action*, est bien capable de nous prouver aussi l'inutilité des Généraux. Eh quoi la chance du travail du commandement général, seroit mille fois moindre que celle du commandement particulier! ô divin Euclide! tâche de résoudre ce problême, si tu peux. Pour moi je ne peux que me prouver d'après une longue expérience du calcul, & du métier de la guerre, qu'un de nos Capitaines ne répond que de cent actions pendant vingt-quatre heures une fois tous les mois, & que le Général de Marseille répond tous les jours de dix-huit mille actions, du repos & de la propriété de cent vingt mille individus, confiés à sa vigilance. L'Athénien Phocion avoit sans doute des qualités bien estimables, mais étoit-il responsable de la liberté & de la tranquillité publiques? Les Saxes, les Turennes, se sont-ils jamais trouvés dans les circonstances difficiles qui développent les vertus civiques de Lieutaud? Mais nous voici parvenus aux vérités sensibles, au point le plus délicat de l'Adresse aux vrais Citoyens.

(1) *C'eſt une erreur de croire que ce Directeur ſoit obligé de.....* que ſignifie cette réticence ? Citoyens, je l'ai dit, lorſqu'on s'adreſſe à vous on ne doit rien vous cacher ; tenez-vous ſur vos gardes ; on éveille le ſoupçon, pour vous entraîner enſuite par cette tirade remarquable. *De faire des dépenſes de repréſentation, laiſſons les repréſentations aux Comédiens, dînons avec notre famille, & ſervons la Patrie.* Voilà, mes amis, par quelles aſtuces on veut aliéner votre confiance en votre Chef. On n'oſe pas vous dire poſitivement, votre Général fait une dépenſe au-deſſus de ſes moyens, il perd ſon temps en repas ſomptueux, & néglige ou trahit vos intérêts pour ſoutenir cette vie faſtueuſe : il faudroit des preuves, & il n'en exiſte pas. Mais on oſe imprimer que *plus de ſoixante Capitaines avoient manifeſté le vœu de tranſmiſſion des grades, parce qu'ils ſentoient que la permanence du Commandement offroit trop de reſſources à des Miniſtees qui voudroient acheter une trahiſon.* On oſe publier le menſonge & la calomnie dans une même phraſe. La députation des Capitaines qui étoient de l'avis de cette tranſmiſſion, n'étoit compoſée que de ſeize, & ſur ce nombre il y en avoit moitié qui n'étoient de cet avis que par impulſion, ils l'ont avoué l'inſtant d'après. Voilà donc à-peu-près cinquante Capitaines de la Garde-Nationale, qu'on met fauſſement en jeu contre le Général, en leur faiſant avouer qu'ils craignent ſa corruption. Braves Marſeillais ſouffrirez-vous qu'on oſe vous accuſer d'une telle baſſeſſe, & de pareils ſoupçons ſur la conduite d'un Général que vous eſtimez ? C'eſt ici le moment de le faire connoître ; joignez-vous tous à moi, ô vous qui l'approchez tous les jours de plus près, & ſoyez garants des vérités que je dévoile à mes Concitoyens.

---

(1) Il eſt eſſentiel de ſe mettre ſous les yeux l'Adreſſe en queſtion, pour l'intelligence de ce qui eſt dit ici.

Lieutaud n'eſt pas *la hache des diſcours* de nos modernes *Démoſthenes* ; mais tous les gens de bien ſont convaincus qu'il eſt le fléau du menſonge, de l'injuſtice & de l'égoïſme. Il ne *marche* pas *nuds pieds & ſans manteau*, il ne *lave* point *des herbes* & *ſa femme* ne fait pas *du pain*, mais il veille conſtamment au bonheur de ſes Concitoyens ; & ſans avoir les manies ridicules du Général Athénien, il en a les vertus, la probité & la fermeté. Si j'avois un exemple à citer à mes Frères d'armes, je ne leur parlerois que de leur Général.

Cependant on fait des efforts inouis pour nous perſuader qu'il eſt un de *ces particuliers obſcurs* qui *ſe ſont élevés tout-à-coup du plus mince néceſſaire, à un état de luxe & de dépenſes qu'on ne peut ſoutenir à moins de trente mille livres de rente.* Ce n'eſt pas tout d'argumenter par des applications douteuſes & des dénonciations indirectes, il faut prouver les faits qu'on oſe avancer. Un homme public qui accuſe un homme public, eſt tenu d'une exactitude d'autant plus ſévère, que l'ordre public eſt intéreſſé à ſa dénonciation. Quelles ſont ces dépenſes ſi extraordinaires du Général ? Et en ſuppoſant qu'elles ſoient vraies, le Général a-t-il les moyens de les faire ſans recevoir des ſecours qui peuvent faire ſoupçonner ſes principes ? Enfin Lieutaud eſt-il ſuſceptible de trahiſon ?

Voilà des queſtions auxquelles on doit répondre, non d'une maniere vague, indéfinie, mais par des preuves authentiques & une conviction irréſiſtible.

Voici la preuve contraire, par des faits non équivoques.

A l'époque du retour de M. Lieutaud, de ce voyage qu'il n'a fait à Paris que parce qu'il n'eſt pas Contre-Révolutionnaire, il voulut connoître ſes affaires ; il ne ſe cachoit pas plus alors qu'il n'étoit que ſimple Citoyen, qu'à préſent qu'il commande nos forces. Je vis ſon bilan, il n'étoit pas long, je m'en ſuis rappellé. Avoir ; valeur en neuf immeubles de ville ou de campagne, 100,000 liv., en porte-feuille, bons contrats, lettres ou billets, 60,000

liv. ; total 160,000 liv. : Débet 20.000 liv. ; reste net 140,000 liv. de fonds les plus assurés qu'un homme puisse posséder. Dans ce bilan n'est point compriſe une habitation dont les revenus appartenant à son épouse, montoient, avant la Révolution, à 3000 liv. annuelles, non plus qu'un héritage de 12,000 liv. qui est échu depuis lors à M. Lieutaud. Je veux laisser ces objets pour les charges particulieres dont il pourroit être tenu envers quelques parents ; il reste toujours 7000 liv. de rente, qui assurément ne bornoient pas M. Lieutaud au plus mince nécessaire ; car je connois à Marseille vingt familles nombreuses qui vivent très-honorablement avec bien moins de moyens.

Avec une semblable fortune, ne seroit-il pas plus vraisemblable qu'un homme qui feroit une plus forte dépense la trouvât dans les ressources du Commerce, que dans celles de la séduction & de la trahison ? Mais M. Lieutaud ne met en usage aucune ressource que celle de son revenu ou de ses fonds dont il est fort libre de disposer pour honorer sa place, & j'ose affirmer qu'il dissiperoit sa fortune si le bonheur de sa Patrie exigeoit des dépenses extraordinaires, plutôt que d'employer aucune ressource étrangère à sa propriété.

Mais il est prudent dans sa vie privée autant que dans sa conduite d'homme public. C'est un mensonge insigne que de l'accuser de dépenses de représentation : personne ne peut appuyer cette fausse assertion ; il est aussi faux de dire qu'il dissipe à la table hors du sein de sa famille. Quel est l'homme qui a pu le trouver un seul jour hors de la compagnie de son épouse, & hors de ses devoirs de Chef d'une grande armée de Citoyens ? Il remplit sa tâche avec une assiduité plus que possible. Toujours occupé de la bonne discipline de l'armée, de la sûreté des fortunes & des personnes de ses Concitoyens, sa maison est ouverte nuit & jour ; on entre chez lui comme à la place d'armes, pourvu qu'on ait à lui apprendre quelque chose d'intéressant pour l'ordre public, ou la tranquillité & le bonheur d'un individu quelconque.

A-t-il seulement le tems de prendre quelque nourriture ou quelque repos ? C'est au point qu'on ne pourroit plus rien exiger de lui, si ce n'est qu'il vécût au milieu d'une place publique.

Interrogez tous les Citoyens qui successivement ont gardé sa maison. L'ont-ils vue fréquentée par des gens suspects à la Nation ? Lui ont-ils jamais entendu proférer une seule parole, qui s'écarte des principes du vrai patriotisme ? A-t-il jamais manifesté d'autres sentimens que ceux qu'il a adoptés imperturbablement depuis le moment de la révolution ? Que celui qui pourra prouver le contraire se montre dans l'arène ! Je réclame le témoignage de tous les Citoyens qui le connoissent, même avant qu'il fût en place, & qui ont été à portée de suivre sa conduite.

Quelle Ville du Royaume peut se flatter maintenant d'être aussi tranquille, aussi heureuse que Marseille ? Mais quels soins, quelles sollicitudes notre repos ne coûte-t-il pas à notre Général ? Combien de moments orageux il a fallu prévoir & détourner ! Combien d'intrigues secretes il a fallu découvrir ! Combien de méchans il a fallu dévoiler & confondre ! Combien de brigands il a fallu écarter ! Et cette heureuse tranquillité, digne fruit de ses pénibles travaux, on ose en méconnoître le prix, on porte l'ingratitude non seulement à en écarter l'idée, mais encore à publier que ce calme n'est qu'une tempête ; que le bon ordre est un désordre, que la vertu enfin, n'est que le vice calculé ! O Citoyens, ouvrez les yeux, & connoissez enfin les erreurs dont on ne cesse de vous abuser. Celui qui veille constamment sur vous, qui vous prêche l'union, le travail, la soumission aux décrets de vos Représentans, celui qui vous invite à la paix & à la discipline militaire, celui qui protége votre propriété, votre sûreté personnelle contre l'incursion & la violence, celui-là est votre ami, celui-là est votre frere. Mais tous ceux qui par des écrits violents, haineux, continueront de vous peindre votre sort actuel sous les plus affreuses couleurs, qui vous pousseront à la haine, au mépris de vos chefs, & à des vengeances populaires, ceux-là seront vos plus cruels ennemis.

Vous n'avez plus que l'union & la paix pour réparer les maux de l'anarchie. A cette époque où chargés d'impôts onéreux, écrasés de vexations & d'abus, vous avez secoué le joug du pouvoir arbitraire, une insurrection étoit peut-être légitime, nécessaire même à la régénération. Mais aujourd'hui la constitution est faite ; la volonté générale s'est manifestée ; le despotisme est tombé ; tous les efforts de la féodalité & du fanatisme réunis, seront forcés de céder aux nouvelles loix que vous vous êtes dictées, si vous les observez vous-même, si vous demeurez unis. Je crois avoir prouvé que notre Général est exempt de tout soupçon, du côté de la fortune & du patriotisme ; si quelqu'un doutoit des vérités que je viens d'avancer, qu'il se présente chez lui, qu'il lui demande compte de sa conduite ; quel qu'il puisse être, le Général est prêt à descendre avec lui dans les plus petits détails, & à lui donner les preuves les moins équivoques de la droiture de ses sentimens & de l'équité de ses motifs. Mais il me reste encore une tâche à remplir, c'est d'éclairer mes Concitoyens sur leurs plus chers intérêts.

On ne cesse de vous crier aux armes, à la tyrannie, à la contre-révolution ! Savez-vous ce qu'est maintenant la contre-révolution, c'est l'anarchie & la guerre civile ; les tyrans de la terre, trop foibles pour reconquérir leur puissance par les armes, attendent tout de vos divisions intestines ; ils ne font peut-être aucune tentative pour semer la discorde parmi vous, parce que vos passions leur épargnent cette peine ; mais ils profitent adroitement de tous les moyens que vous leurs offrez. Je vous ai dit, il y a longtems, que la vengeance du despotisme s'assouvissoit infailliblement, lorsqu'elle étoit calculée dans l'avenir ; mais elle ne peut l'être que sur vos propres fautes ; ainsi je vous crierai à mon tour : la Patrie est en danger, le péril est imminent, mais il est en votre pouvoir de la sauver. Vous vivez sous un heureux climat, sur un sol riant, dans une Ville superbe, dont votre population, votre industrie & votre activité forment les richesses ; le commerce amène parmi vous les trésors & les productions de l'univers

entier ; vous fourniſſez au commerce intérieur du Royaume toutes ſes plus belles reſſources ; votre port, chef-d'œuvre de la nature & de l'art, vous rend maîtres des deux mers, & tranſmet dans les deux Mondes les productions de votre ſol & de vos mains. Si vous négligez d'auſſi grands avantages, ſi vous arrêtez le cours de vos travaux, oſez jetter les yeux ſur l'avenir, & frémiſſez des maux que vous vous préparez. Vos foyers abandonnés par les étrangers ; votre commerce & vos richeſſes tranſportés dans d'autres climats ; une terre inſuffiſante pour vous nourrir ; un hiver peut-être bien rigoureux ; vos maiſons publiques, vos hôpitaux ſans moyens de ſecourir les malheureux, dont le nombre croît ſans ceſſe ; vos femmes, vos enfans, ſouffrants ou manquant du plus urgent néceſſaire ; le déſeſpoir ; le découragement, vous feront abandonner vos maiſons, votre patrie. C'eſt alors que les déſpotes reparoîtront dans vos murs, qu'ils ſoudoyeront une portion de vos malheureux freres pour vous ſubjuguer ; tous vos Concitoyens, dont la fortune ſoulage encore les infortunés, iront chercher la paix dans une terre étrangère, & ceux que la miſère aura épargné ne trouveront plus que des échafauds, ou l'eſclavage. Voilà les réſultats funeſtes du déſordre & de l'anarchie.

Ce ſont des vérités terribles ; elles ne ſont point outrées ; ce tableau effrayant, n'eſt pas le délire d'une imagination exaltée ; il ſeroit néceſſairement la ſuite des diviſions inteſtines, & de l'abandon du travail. Jettez un coup d'œil ſévère ſur les Villes de Montauban, Niſmes, Avignon, & même ſur la Ville de Lyon ; le travail, cette ſource de la vie, y a tari, la miſère y fait tout autant de malheureux qu'il y a d'artiſans & d'ouvriers ; tout ce qui étoit riche s'eſt enfui chez l'étranger, & il ne reſte plus que la claſſe la plus infortunée, & l'affreuſe perſpective d'une longue miſère. On a beau crier, ceux qui abandonnent la Patrie ſont des ariſtocrates ; je crois qu'il eſt plus affreux de courir les riſques de ſa tête, en demeurant au milieu d'un peuple ſoulevé, furieux & trompé, que de fuir dans une terre étrangère, où l'on trouve un aſyle

inviolable contre l'agreſſion de la licence & le deſpotiſme violent & barbare d'une anarchie qui ne connoît plus de loi, qui ne ſuit que l'impulſion de la haine, & qui livre la juſtice aux mains les plus forcenées, & aux têtes les plus fanatiques.

Quelle raiſon ! quels intérêts pourroient amener à Marſeille de ſemblables malheurs, ſi ce n'eſt des raiſons de vengeance & des intérêts particuliers d'ambition ? Je vous le dis encore, Citoyens, nous ſommes tous armés pour la cauſe commune ; nos chefs ne deſirent que notre bonheur ; ils ſacrifient leurs biens & leur vie aux ſoins pénibles de maintenir parmi vous la paix & l'abondance ; ſi nous demeurons unis, ſi nous obſervons fidélement notre ſerment fédératif, les ariſtocrates ne peuvent plus nuire à la Conſtitution.

Mais notre union ne peut exiſter que par l'application à nos devoirs reſpectifs ; & notre ſerment nous y oblige eſſentiellement. Ce n'eſt point par des dénonciations continuelles ſans preuve & ſans vraiſemblance, ce n'eſt point par des proſcriptions, par des inſurrections, par des violences anarchiques, que nous accomplirons notre vœu. Le reſpect aux Magiſtrats, la ſoumiſſion aux loix, la diſcipline militaire, le paiement des impoſitions, le travail & l'aſſiduité au ſervice, voilà les moyens qui ſeuls peuvent ſauver la Patrie, en préſervant chaque individu de la miſere & de la ſéduction. Tout homme qui vous prêchera une autre morale, tout écrivain qui ne vous préſentera que des malheurs imaginaires, n'a d'autre but que de vous plonger dans des malheurs réels : & votre plus dangereux ennemi eſt celui qui jettera parmi vous le flambeau de la diſcorde.

Ceſſez, ô Citoyens ! d'ajouter quelque confiance à tous ces écrits brûlans, mille fois plus dangereux par les traits empoiſonnés qu'ils renferment, & par la terreur qu'ils veulent vous inſpirer, qu'utiles à votre bonheur par cette morale captieuſe, que la ſageſſe & l'équité ne dictent pas toujours. Vous ſeuls pouvez vous rendre heureux. Soyez humains, généreux, n'abandonnez pas votre état, votre

famille, ni vos drapeaux, & la constitution demeurera à votre postérité. Mais gardez-vous de servir les haines & les vengeances ; vous serviriez vos ennemis, ceux de la révolution ; vous seriez les agens du désordre & les destructeurs de votre Patrie ; vous trameriez, sans vous en douter, cette contre-révolution dont on ne cesse de vous épouvanter.

Et vous tous Citoyens qui fûtes martyrs de votre zèle pour la Patrie, plus vous avez souffert pour la cause commune, plus vous devez maintenant donner l'exemple de la clémence & de l'humanité. La vengeance d'un particulier, quelque barbare qu'elle soit, n'est jamais aussi funeste, que celle de l'homme public ; il la fomente par de plus grands moyens, & le peuple seul en est toujours la victime innocente. Mais vous devez craindre que le peuple mieux instruit, ne fasse enfin réjaillir sur vous les maux dont vous le rendriez victime, en voulant accabler votre ennemi.

Vous enfin, dont le zèle outré, toujours armé du flambeau & du poignard du fanatisme, voudroit perpétuer dans nos cœurs la haine que vous portez encore à ceux que l'opinion avoit égarés, qui, dans votre aveuglement, confondez les Citoyens les plus zélés pour la cause commune avec les tyrans de la Patrie, arrachez enfin ce bandeau qui vous ferme les yeux. Tout vous invite à calmer cette fureur, qui, sous le nom spécieux & révéré de patriotisme, vous porte malgré vous aux excès les plus dangereux de l'anarchie. Votre réputation, vos intérêts personnels, la dignité de votre place, l'influence que vous pouvez avoir sur les esprits, le bon ordre, la tranquillité de la Ville, votre serment civique, votre serment fédératif, tout vous oblige à des sentimens plus doux. Employez vos talens littéraires à la conciliation & à la paix. Vos Concitoyens seront reconnoissans du bien que vous leur aurez procuré, & la postérité bénira votre mémoire.

Imitons en tout les généreux & braves Parisiens. Agneaux dans la société, tygres dans les combats, ils pardonnent leur ennemi, dès qu'ils ont remporté la victoire ; ils laissent

aux tribunaux le soin de venger les loix & la liberté ; ils donnent à leur état, au soin de leur famille, tout le tems que leur laisse le service national ; ils ne murmurent pas contre les impôts, parce qu'ils savent que sans eux l'état ne peut se soutenir. Ils respectent leurs chefs ; & ne les accusent jamais sans des preuves bien évidentes. L'administration n'est jamais contrariée, parce que les charges publiques se payent exactement ; cette conduite accélére la marche des affaires. Et ce bon ordre, cette union admirable, sont l'ouvrage de l'active vigilance du sage & prudent Bailli, & du brave & savant Lafayette. Imitons de tels modèles, c'est le seul moyen de ramener parmi nous l'abondance, le bonheur & la paix.

Quelques personnes, qui ne voudront pas entendre les vérités que je viens d'écrire, pourront peut-être semer que l'orgueil d'une place distinguée dans la Garde Nationale m'a fait soutenir l'opinion contraire à la transmission des grades. Pour prévenir d'avance cette observation, je joins ici la démission que j'ai donnée le 1er. Septembre courant.

LETTRE

A M. LIEUTAUD, Commandant-Général de la Garde-Nationale de Marseille & ses environs.

GÉNÉRAL,

Les soins du commandement militaire ne pouvant plus se concilier avec les devoirs de mon état civil, je donne

ma démiſſion entre vos mains du grade de Chef de bataillon, dont le Diſtrict n°. 17 des Enfans Abandonnés m'avoit honoré. Je rentre dans le poſte de ſimple ſoldat, dans lequel j'aurai toujours l'honneur de donner l'exemple de la ſubordination.

J'ai l'honneur d'être, &c.

SARRAZIN.

A MARSEILLE, de l'Imprimerie de P. ANT. FAVET, Imprimeur du Roi & de la Ville, rue du Pavillon.

628